

suite...

Il indique que tout va bien et que, surtout qu'il a *«pour objectif qu'un milliard de personnes pratiquent les Échecs dans le monde»*. Il félicite une bonne vingtaine de personnes, et nous souhaite de bon travaux.

Et voilà, on en reste là. Cinq minutes pour un texte pourtant forcément travaillé et même lu en russe pour enrichir son propos.

Georgios Makropoulous, son «Deputy president», demande si quelqu'un veut intervenir après cette allocution. Je me tourne, étant au premier rang, et regarde la salle. J'attends. Aucun doigt ne se lève. Le bras droit renouvelle sa demande. Je me dis que, tout de même, après une entrée en matière aussi plate, n'évoquant aucun aspect réellement politique, il doit bien y avoir parmi les 136 délégués présents, un représentant qui n'est pas d'accord et qui l'assume. Tous, comme moi, ont eu accès aux données financières de cette organisation, tous ont dû constater que l'essentiel des dépenses couvre des frais de fonctionnement : rémunérations, déplacements, réceptions etc. Et qu'au moment, où par la conférence virtuelle, on parvient à diminuer sensiblement les frais de réunion, ceux de la FIDE augmentent massivement. A l'instar de la fréquence et du coût des voyages des multiples vice-présidents officiels et honoraires.

Alors, comme personne, ne se décide, je lève le doigt. Et pendant au moins autant de temps que n'en a pris Kirsan Ilyumzhinov pour brosser sa politique, je dénonce poliment mais je pense avec fermeté et concision, tout ce que je viens d'écrire.

Avec son sourire énigmatique, le Président me répond, longuement, longuement... Un bon quart d'heure pour parler de tout ce qu'il fait pour le développement des Echecs, et il m'invite d'ailleurs *«à lui en parler dans les couloirs»*. La traduction de son discours en russe était peut être imprécise, mais j'avoue ne pas avoir bien compris sa réponse comme, sans doute, il avait mal compris ma question.

Les débats, par la suite, ont été marqués par l'intervention de Garry Kasparov appelant à la réconciliation au sein de la FIDE et à y travailler positivement. La plupart des questions relatives aux statuts ayant fait, en effet, l'objet d'un compromis à l'issue de nombreuses réunions de travail. Mais demeurait un point noir : la forte limitation imposée aux fédérations pour envisager, désormais, des recours devant le Tribunal Arbitral du Sport. 200 000 € de dépôt seront réclamés ! Bigre ! Autant dire que c'est une forme, surnoise, d'interdiction pure et simple d'en appeler à un arbitrage sportif. Je connais quelques personnes qui pour bien moins que ça, en font des tonnes... Alors, pour des raisons de principes, soucieux de respecter les règles de droit élémentaire, j'ai fait partie de la poignée de délégués qui ont donc dû voter contre un compromis englobant une telle monstruosité. Les confrontations qui suivront, on le verra, semblent donner raison à cette dizaine d'irréductibles.

2e jour

Je ne pensais pas cela. C'est allé au delà de mes espérances... Toute la matinée a été consacrée aux débats sur l'abolition de la proposition de nulle par accord mutuel. J'avais proposé un amendement aux propositions de la commission idoine. Celle ci conforte la légalisation de l'interdiction de l'accord mutuel ou de sa limitation par un nombre de coups en renforçant les sanctions, mais autorise toujours le choix du statu quo. J'avoue, qu'à ma grande surprise, la quasi totalité des intervenants ont soutenu ma démarche. Aucun n'a avancé qu'il fallait s'accrocher à une incongruité qui a fait tant de dégâts au niveau sportif. Il y eu quelques

variantes. D'aucuns proposant, tel le maltais Geoffrey Borg, de porter le minimum de coups à 60 avant de proposer nul. A noter quelques réserves, du bout des lèvres, de Nigel Short. Le Grand-Maître anglais soulignait toutefois *«partager la philosophie de cette démarche»*, ajoutant *«qu'elle ne portait pas atteinte à la nature des Echecs»* contrairement à une demande, formulée par un intervenant, de supprimer la répétition de coups. Parmi la bonne quinzaine d'autres délégués approuvant la démarche, le Président de la Fédération de Jamaïque s'est particulièrement distingué. Très tonique, il a été ovationné par l'assemblée après avoir fustigé *«l'absence de sportivité engendrée par cette possibilité d'étouffer une partie»*. Brillante prise de parole également de Susan Polgar qui, forte de l'enseignement auprès de milliers de jeunes américains, s'est écriée que *«cette réforme allait dans le sens de l'histoire»*. Elle a d'ailleurs fait un intéressant compte rendu sur son célèbre blog, y développant quelques propositions. Plusieurs membres de l'exécutif prirent aussi la parole pour abonder dans le même sens. Le président de la zone asiatique, Ignatius Leon, a fait un vibrant plaidoyer, me disant d'ailleurs, lors d'une interruption de séance : *«I fully agree with you»*. Jusqu'à Ali Yazici, le pourfendeur de l'Occident, qui a proclamé *«sa totale adhésion»* ! Le maître de cérémonie, Georgios Makropoulos, a clos le débat précisant que l'AG ne pouvait pas immédiatement se prononcer. Mais il a demandé à ce qu'une synthèse des diverses propositions soit réalisée *«car le sujet est très, très important»*. Il a également suggéré, à la FFE, de déposer une motion pour la prochaine AG. Plusieurs Présidents de Fédérations m'ont ensuite contacté pour me dire qu'ils voudraient être associés à cette démarche.

L'après midi, j'ai aussi été amené à intervenir. Mais avec moins d'allant. Après le rapport de la commission d'éthique, largement consacrée à l'affaire de la triche des précédentes olympiades, la fédération anglaise a demandé quelles allaient être les conséquences sur les résultats de la compétition. J'ai, évidemment, indiqué à Nigel Short que la FFE comprenait sa demande et ne s'opposait, tout aussi évidemment, à aucun déclassement. Le délégué anglais a tenu à rendre hommage à la FFE pour *«son courage et son sens des responsabilités dans le traitement de ce délicat dossier»*. L'assemblée a littéralement ovationné son propos. Je confesse une grande émotion, je pensais à quelques dirigeants de notre fédération, à ce qu'ils ont pu endurer dans cette tourmente, mais aussi à ce désastre humain de joueurs talentueux. D'où ma sobriété sur le sujet.

La journée aura surtout été celle du choix de Bakou pour organiser les Olympiades 2016. Au grand dam des arméniens, qui ont désespérément tenté de rejeter ce choix. Le ministre azeri des sports a pourtant garanti, devant l'AG, leur sécurité totale. Rien n'y a fait. Le vote fut cependant unanime, l'Arménie n'a plus rien dit. Mais sa victoire sportive à Istanbul est un nouveau défi. Car, pour l'instant, pas question qu'ils se rendent à Bakou...

3e jour

Je me suis dit, aujourd'hui je vais être un peu plus tranquille. Terrible erreur, la matinée fut très éprouvante. Je savais qu'Ali Yazici allait retirer sa motion demandant la suspension des Fédérations ayant engagé des poursuites devant le Tribunal Arbitral du Sport avec Karpov. La déclaration de Kasparov avait pourtant détendu l'atmosphère. Mais les vieux démons ont ressurgi. *«A cause de certaines fédérations, nous avons eu 1 million d'Euros de dépenses»* ont prétendu, en substance, plusieurs orateurs. La déléguée US, dans une courte intervention, a indiqué qu'il s'agissait d'une décision de justice et qu'il fallait, maintenant, tourner la page et se rassembler. Loin d'apaiser les débats, cette analyse a suscité une tempête, un flot d'attaques

démagogiques d'une grande bassesse. Grosso modo, des présidents d'Afrique, d'Amérique du Sud et d'Asie ont accusé les «*riches fédérations*» de nuire aux plus petites les privant ainsi, par leur égoïsme, de moyens de développement. Le plus virulent, celui qui a le plus mis en exergue la domination de ces riches face aux pauvres fut... le délégué du Qatar. Bien sûr un millionnaire, mais sans doute d'un niveau de cadre moyen dans son Pays. Les charges sont très brutales et aucune voix ne s'élève, malheureusement, pour les contenir. La tactique est payante, du moins sur l'instant. La délégation allemande étant juste derrière moi, je lui propose une initiative pour atténuer ce climat de lynchage. Non par crainte de l'exclusion des fédérations, car il y a une part de bluff dans cette demande, mais pour ne pas mettre de l'huile sur le feu et indisposer bon nombre de Fédérations, y compris européennes, qui sont très gênées par la tournure des débats. On se met d'accord donc pour que j'intervienne et demande de remettre toute décision à la prochaine AG. D'ici là les principaux concernés, Karpov, Kasparov et les fédérations plaignantes, pourront se réunir et préciser leur position. Le calme est revenu. Mais, à l'évidence, le contraste est saisissant entre l'œcuménisme de la première journée et les assauts de la dernière. Avec un talent certain, Georgios Makropoulos a joué au gentil et soutenu ma proposition. Quant au Président, il a enfin pris la parole, et nous a infligé une intervention dont il a le secret, très zen sur la forme et impitoyable sur le fond. Il est allé jusqu'à rappeler, en bon chef de clan, «qu'il avait mis des millions de dollars pour des matches de Karpov ou de Kasparov», et, sans vergogne, il ira jusqu'à alléguer qu'un gros sponsor (une société russe), qui aiderait autour d'un million de dollars le développement des Echecs à l'école, «*s'était étonné que la FIDE ait besoin de partenaire financier puisqu'elle était capable de dépenser 1 million dans un procès*».

Le vrai visage apparaît ainsi. Celui d'un groupe de responsables au pouvoir, s'appuyant sur le contrôle de nombreuses fédérations souvent virtuelles, et qui n'ont en face d'eux que, tout bonnement, une bonne majorité des fédérations ayant le plus grand nombre de licenciés. Mais ces dernières sont, pour l'instant, désorganisées, sans véritable stratégie. Sauf la veille d'une élection. Et c'est là qu'est le problème, car pour espérer présenter une alternative, mieux vaut être cohérent et affûté pour chaque assemblée générale. Le pouvoir actuel a, pour sa part, une éternelle stratégie : contrôler les petites fédérations dont certaines n'ont que leur président comme joueur licencié dans leur pays. 3 autres pays ont été ainsi adoubés lors de cette dernière assemblée générale...